

20 0221
F. 1935

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE NANCY

4

L'ARRÊT BLANCO

LA THÈSE DE LA COMPÉTENCE ADMINISTRATIVE
EN MATIÈRE DE
RESPONSABILITÉ CIVILE DE L'ÉTAT

« Il y a des victoires *per se* et des victoires
per accidens ».
(Paul VALÉRY, *Regards sur le monde actuel*, p. 75.)

THÈSE POUR LE DOCTORAT
soutenue devant la Faculté de Droit de Nancy
le 27 Février 1935, à 14 heures

PAR
JUST LUCHET
Ancien Élève de l'École Polytechnique

BIBLIOTHÈQUE
GÉNÉRALE
UNIVERSITAIRE

MEMBRES DU JURY :

Président : **M. Louis TROTABAS**, Professeur
Assesseurs { **M. TEITGEN**, Agrégé
 { **M. GROS**, Chargé de Cours

PARIS
LES PRESSES MODERNES
96, Galerie Beaujolais
1935

BU DE GRENOBLE D-L

D 034 268322 5

— d'une telle
expliquer que
it critique. »

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	5
<i>Abréviations</i>	10
INTRODUCTION	
Responsabilité et garantie en général et spécialement dans le service: privé et public	
SECTION I. — RESPONSABILITÉ (<i>lato sensu</i>) ET PRÉJUDICE.	12
SECTION II. — DISTINCTION PROCÉDANT DE LA RELATION ENTRE LE PRÉJUDICE ET LE DÉFENDEUR EN RESPONSABILITÉ. PRÉJUDICE IMPLIQUANT — OU N'IMPLIQUANT PAS — UNE FAUTE DU DÉFENDEUR : « RESPONSABILITÉ » (<i>stricto et recto sensu</i>) ET « GARANTIE »	15
SECTION III. — DISTINCTION PROCÉDANT DE LA NATURE DU PRÉJUDICE. PRÉJUDICE, RESPONSABILITÉ ET GARANTIE « DÉLICITUELS » OU « OBLIGATIONNELS »....	27
SECTION IV. — LE SERVICE	42
PARAGRAPHE I. — Le Service <i>in genere</i>	42
PARAGRAPHE II. — Les différentes formes — et spécialement la forme publique — du Service	47
SECTION V. — RESPONSABILITÉ ET GARANTIE DÉLICITUELLES OU OBLIGATIONNELLES DANS LE SERVICE....	50

PARAGRAPHE I. — Régime de réparation civile délictuelle	51
<i>Article</i> 1. — Nature et fondement de l'obligation de réparation délictuelle du maître du service : privé ou public	52
<i>Article</i> 2. — Conditions du jeu de l'obligation de réparation délictuelle du maître du service : privé ou public	60
N° 1. — Service privé	60
N° 2. — Service public	63
<i>Article</i> 3. — Limitations de l'obligation de réparation délictuelle du maître du service : privé ou public	64
N° 1. — Service privé	64
N° 2. — Service public	65
PARAGRAPHE II. — Régime de réparation civile obligationnelle	66
<i>Article</i> 1. — Nature et fondement de la responsabilité obligationnelle du maître du service : privé ou public	68
<i>Article</i> 2. — Conditions du jeu de la responsabilité obligationnelle du maître du service : privé ou public	70
<i>Article</i> 3. — Limitations de la responsabilité obligationnelle du maître du service privé ou public	71
N° 1. — Service privé	71
N° 2. — Service public	72
PARAGRAPHE III. — La doctrine jurisprudentielle administrative de la responsabilité administrative, civile, pécuniaire, de l'Etat, maître du service public ..	73
APPENDICE. — Articulation des responsabilités civiles de l'Etat et de l'agent du service public administratif	96

L.

PARAGR
pété
san
Obj

CHAPITRE

SECTION

SECTION

SECTION

SECTION

CHAPITRE

SECTION

PARA

PARA

SECTION

SECTION

CHAPITRE I

TITRE I

La préhistoire de l'arrêt « Blanco » 103

PARAGRAPHE PRÉLIMINAIRE. — La double question — compétence et fond — de la responsabilité de la Puissance publique.

Objet et division du présent Titre 103

CHAPITRE I. — La thèse administrative de 1789 à 1873 106

SECTION I. — 1^{re} PHASE : 1789 A 1850. — RÈGLE DE « L'ÉTAT DÉBITEUR » 107

SECTION II. — 2^e PHASE : 1850 A 1852. — ARRÊT « MANOURY » 108

SECTION III. — 3^e PHASE : 1852 A 1861. — ARRÊT « ROTHSCHILD » 110

SECTION IV. — 3^e PHASE : 1861 A 1873. — ARRÊT « DEKEISTER » 113

CHAPITRE II. — La thèse judiciaire de 1789 à 1873. 115

SECTION I. — LE PRINCIPE GÉNÉRAL 115

PARAGRAPHE I. — Responsabilité obligationnelle : Arrêt *Frénoy-Tassart* 116

PARAGRAPHE II. — Responsabilité délictuelle : Arrêts *Depeyre* — *V^{re} Brun* — *Turck* 117

SECTION II. — LE TEMPÉRAMENT : ARRÊT « DEBAST » 121

SECTION III. — LE FLÉCHISSEMENT : ARRÊT « DE ROTROU » 122

CHAPITRE III. — L'état de la question à la veille de l'arrêt « Blanco » 124

lélic-
.... 51
n de
ser-
.... 52
i de
ser-
.... 60
.... 60
.... 63
ation
privé
.... 64
.... 64
.... 65
obli-
.... 66
bilité
ice :
.... 68
bilité
ice :
.... 70
liga-
privé
.... 71
.... 71
.... 72
lmi-
lmi-
de
3 .. 73
i de
inis-
.... 96

TITRE II

L'arrêt « Blanco » et sa fortune 131

CHAPITRE I. — L'arrêt « Blanco » 132

SECTION I. — LES CONCLUSIONS DAVID 132

PARAGRAPHE I. — Le texte 133

PARAGRAPHE II. — Analyse et mise en forme de
l'argumentation 139

SECTION II. — L'ARRÊT 141

PARAGRAPHE I. — La décision et son prononcé.. 141

PARAGRAPHE II. — L'argumentation et sa critique
formelle 142

CHAPITRE II. — La fortune de l'arrêt « Blanco ».. 149

SECTION I. — L'ARRÊT « BLANCO » ET LA JURISPRU-
DENCE 149

PARAGRAPHE I. — La consécration 149

Article 1. — L'adhésion de la juridiction judi-
ciaire. *La captivité de Babylone*... 150

Article 2. — L'arrêt *Feutry* 152

PARAGRAPHE II. — La triple fissure 155

Article 1. — La fissure : « *Gestion privée* » (Con-
clusions *Terrier*) 156

Article 2. — La fissure : « *Action pénale* » (Arrêts
Motsch) 162

Article 3. — La fissure : « *Travaux publics* »
(Arrêts *Somerville* et *Devisse*) 167

PARAGRAPHE III. — La brisure — et la réparation :
L'arrêt *Dame Mélinette* et l'arrêt
Verbanck 170

SECT

I

I

I

I

SECT

La t

PARAC

CHAPITI

	TABLE DES MATIÈRES	489
	<i>Article 1.</i> — L'arrêt <i>Dame Mélinette</i>	170
»	N° 1. — L'histoire juridique de l'arrêt	170
131	N° 2. — Son examen	177
.....	N° 3. — L'arrêt <i>Dame Mélinette</i> et l'arrêt <i>Blanco</i> ..	185
132	<i>Article 2.</i> — L'arrêt <i>Verbanck</i>	187
.....	N° 1. — L'histoire juridique de l'arrêt	187
132	N° 2. — L'arrêt et les conclusions <i>Verbanck</i> au	
.....	regard des arrêts <i>Blanco</i> et <i>Dame Mélinette</i>	189
133		
e de		
.....	SECTION II. — L'ARRÊT « BLANCO » ET LA DOCTRINE	195
139		
.....	PARAGRAPHE I. — Adhésion au motif en tant que	
141	tel et au dispositif	196
icé..	PARAGRAPHE II. — Rejet du motif en tant que tel,	
141	avec adhésion au dispositif ..	197
tique	PARAGRAPHE III. — Rejet absolu du motif en soi,	
.....	avec adhésion au dispositif ..	198
142	PARAGRAPHE IV. — Rejet intégral et radical de l'ar-	
» »..	rêt <i>Blanco</i> : motif et dispositif.	201
149		
SPRU-	SECTION III. — L'ARRÊT « BLANCO » ET LA LOI	205
.....		
149		
.....		
149		
judi-		
ne...		
150		
.....		
152		
.....		
155		
(Con-		
.....		
156		
Arrêts		
.....		
162		
ies »		
.....		
167		
tion :		
l'arrêt		
.....		
170		

TITRE III

La thèse de la compétence administrative en matière

de responsabilité civile de l'Etat ... 213

PARAGRAPHE PRÉLIMINAIRE. — La thèse et sa diversité.
— Objet et division du présent Titre 213

**CHAPITRE I. — 1^{re} Branche. — L'argument indi-
rect de fond: Inapplicabilité du
droit civil de la responsabilité à la
responsabilité civile de l'Etat 215**

PARAGRAPHE PRÉLIMINAIRE. — Objet et division du présent Chapitre	215
SECTION I. — LES RAISONS CLASSIQUES DE L'EXCLUSION DES ARTICLES 1384 ET SUIVANTS HORS DE LA MATIÈRE : RESPONSABILITÉ CIVILE DE L'ÉTAT	
PARAGRAPHE I. — Le point de vue pratique	216
PARAGRAPHE II. — Le point de vue juridique	219
<i>Article</i> 1. — Les raisons de David	219
N° 1. — Le rôle de l'Etat	220
N° 2. — Les particularités organiques des services publics	221
N° 3. — Les limitations de la responsabilité de l'Etat	222
<i>Article</i> 2. — Les raisons de Laferrière	224
N° 1. — L'argument exégétique	224
N° 2. — L'argument historique	225
N° 3. — L'argument organique	226
PARAGRAPHE III. — Les désaveux	230
SECTION II. — LE SIÈGE DE LA MATIÈRE	
<i>Article préliminaire.</i> — Retour aux principes généraux. — Objet et division de la présente Section..	235
PARAGRAPHE I. — Existence et qualification juridique d'un « champ obligationnel administratif » entre Etat et administrés	237
<i>Article</i> 1. — Son existence	237
<i>Article</i> 2. — Sa qualification juridique	245
PARAGRAPHE II. — Les natures de préjudices générateurs — et les régimes correspondants — de la responsabilité de l'Etat	248

PARAG

SECTION

CHAPITRE

PARAGRAPHE

voirs)

ble »

Objet

SECTION

PARAGRAPHE

Ar

du pré-
..... 215

L'EXCLU-
SIVANTS
SABILITÉ
..... 216

e 216

ue 219

..... 219

..... 220

services
..... 221

de l'Etat
..... 222

..... 224

..... 224

..... 225

..... 226

..... 230

..... 235

raux. —
ction... 235

n juri-
gation-
Etat et
..... 237

..... 237

..... 245

s géné-
es cor-
sponsa-
..... 248

Article 1. — Les natures de préjudices généra-
teurs de la responsabilité de l'Etat. 248

Article 2. — Les régimes de la responsabilité civi-
le de l'Etat et leurs points d'inser-
tion dans le droit civil de la respon-
sabilité 253

N° 1. — Le régime délictuel 253

N° 2. — Le régime contractuel 255

N° 3. — Le régime obligationnel non contractuel.. 258

PARAGRAPHE III. — Conclusion : Le siège, dans le
droit civil, de la responsabilité
civile de l'Etat 261

SECTION III. — LA NÉCESSITÉ — « A FORTIORI » — DE
L'APPLICATION DU DROIT CIVIL 263

**CHAPITRE II. — 2^e Branche. — L'argument direct
de compétence: Sauvegarde de l'au-
tonomie administrative au nom du
principe de la séparation des pou-
voirs 272**

PARAGRAPHE PRÉLIMINAIRE. — La « séparation des pou-
voirs » *secundum subjectam materiam* et le « trou-
ble » administratif.

Objet et division du présent Chapitre 272

SECTION I. — LE PRÉTENDU « TROUBLE » MATÉRIEL.
ET INDIRECT DE L'ACTIVITÉ ADMINISTRAT-
TIVE. — **L'ADMINISTRATION ET L'ETAT.** 277

PARAGRAPHE I. — Les expressions impropres et
fallacieuses 278

Article 1. — Il n'est pas permis de parler de :
« Responsabilité pécuniaire de l'ad-
ministration envers l'administré ». **L'administration n'est pas l'Etat ...** 278

N° 1. — La prétendue « responsabilité pécuniaire de
l'administration envers l'administré » 279

N° 2. — L'administration n'est pas l'Etat	280
A) Réalité de la confusion entre l'administration et l'Etat	280
B) Vice de la confusion entre l'administration et l'Etat	283
<i>Article 2.</i> — La prétendue « condamnation » de l'Etat	287
PARAGRAPHE II. — Les conséquences — pour l'administration et pour l'Etat — de l'imputation au trésor public résultant d'une déclaration judiciaire de l'Etat débiteur de responsabilité	291
<i>Article 1.</i> — Le « trouble » fonctionnel de l'administration	292
N° 1. — Le prétendu « trouble » ne saurait être imputé à la compétence judiciaire	293
N° 2. — Le prétendu « trouble » ne saurait être qualifié tel au sens constitutionnel de la séparation des pouvoirs	296
N° 3. — Le prétendu « trouble » serait difficilement justiciable	297
N° 4. — Le prétendu « trouble » est inexistant....	298
<i>Article 2.</i> — Le « trouble » financier de l'Etat. — L'intérêt supérieur de l'Etat. — L'intérêt particulier — et l'intérêt supérieur — de l'administration ..	300
N° 1. — Le principe constitutionnel « général et absolu » de l'égalité de situation de l'Etat par rapport à toutes ses juridictions	302
N° 2. — Les intérêts supérieurs de l'Etat.....	305
N° 3. — Les intérêts en jeu de l'administration ..	307
SECTION II. — LE « TROUBLE » MORAL ET DIRECT DE L'AUTONOMIE ADMINISTRATIVE	312
PARAGRAPHE I. — L'objection	312

PARAGRAPHE

*Article 1**Article 2*

N° 1.

N° 2

N° 3.

N° 4

N° 5

Article 3

CHAPITRE III. —

PARAGRAPHE PRÉSENT
Chapitre

SECTION I. —

PARAGRAPHE

PARAGRAPHE

PARAGRAPHE

SECTION II. —

PARAGRAPHE

at	280
re l'ad-	
.....	280
ce l'ad-	
.....	283
1 » de	
.....	287
r l'ad-	
tat —	
public	
ration	
eur de	
.....	291
e l'ad-	
.....	292
ait être	
.....	293
ait être	
l de la	
.....	296
cilement	
.....	297
tant....	298
l'Etat.	
Etat. —	
l'intérêt	
tion ..	300
néral et	
le l'Etat	
ons	302
.....	305
ation ..	307
ECT DE	
.....	312
.....	312

PARAGRAPHE II. — La solution proposée : Question préjudicielle administrative.	
La solution transactionnelle :	
Option	313
<i>Article</i> 1. — Le principe de la question préjudicielle administrative	314
<i>Article</i> 2. — Le jeu de la question préjudicielle administrative	320
N° 1. — Préjudice — et régime de responsabilité — délictuels	321
N° 2. — Préjudice — et régime de responsabilité — obligationnels non contractuels	323
N° 3. — Préjudice — et régime de responsabilité — contractuels	326
N° 4. — Cas de pleine compétence judiciaire	326
N° 5. — Cas de pleine compétence administrative..	327
<i>Article</i> 3. — Conclusion — Solution — Transaction	328
CHAPITRE III. — 3^e Branche. — L'argument mixte : « Néo-séparatisme »	334
PARAGRAPHE PRÉLIMINAIRE. — Objet et division du présent Chapitre	334
SECTION I. — HISTORIQUE ET EXPOSÉ	335
PARAGRAPHE I. — La séparation politique	335
PARAGRAPHE II. — La séparation mixte	337
PARAGRAPHE III. — La séparation technique : <i>Néo-Séparatisme</i>	338
SECTION II. — EXAMEN CRITIQUE	346
PARAGRAPHE I. — L'intérêt prétendu de la justice : La spécialisation du juge administratif	346

<i>Article</i> 1. — L'argument jugé en soi	346
<i>Article</i> 2. — L'argument jugé dans son application à la matière : responsabilité civile de l'Etat	350
N° 1. — Le fondement : égalité de répartition des charges publiques (Renvoi)	351
N° 2. — La dualité des régimes de la responsabilité « extra-contractuelle » de l'Etat envers les « tiers » et les « usagers »	352
N° 3. — L'élargissement de la responsabilité extra-contractuelle (« La faute objective »)	353
N° 4. — L'appréciation des contingences circonstancielles — autres que la faute — de service	354
N° 5. — La distinction entre le « fait de service » et le « fait personnel » et le « non-cumul » des actions en responsabilité	356
N° 6. — La discontinuité de la relation entre la responsabilité de l'Etat et la faute de l'agent	361
N° 7. — La « spécialité » du préjudice.....	362
Conclusion	363
 PARAGRAPHE II. — L'intérêt prétendu du justiciable : Le libéralisme du juge administratif	364
<i>Article</i> 1. — L'argument jugé en soi	365
<i>Article</i> 2. — L'argument jugé dans son application à la matière : responsabilité civile de l'Etat	369
N° 1. — L'« anonymat » de la « faute de service » et la « responsabilité directe » de l'Etat (Renvoi)	369
N° 2. — La responsabilité « pour risque »	370
N° 3. — La responsabilité « pour faute »	372
N° 4. — La théorie du « non-cumul » des actions en responsabilité contre l'Etat et contre l'agent	373
N° 5. — La renonciation à la prescription pénale.	377
N° 6. — La question du « préjudice moral »	379
N° 7. — L'évaluation du préjudice matériel	384
N° 8. — La qualité d'ayant-droit	385

CONCLUS

CHAPITRE IV.

SECTION I

SECTION I

APPENDICE. — I.

CONCLUSION I

BIBLIOGRAPHIE

Addenda

TABLE DES MATIÈRES

..... 346
 applica-
 sabilité
 350
 tion des
 351
 nsabilité
 ivers les
 352
 é extra-
 ») 353
 constan-
 : service
 ervice »
 cumul »
 356
 e la res-
 l'agent 361
 362
 363
 sticia-
 ge ad-
 364
 365
 applica-
 sabilité
 369
 de ser-
 te » de
 369
 370
 372
 actions
 contre
 373
 pénale. 377
 » 379
 l 384
 385

TABLE DES MATIÈRES 495

N° 9. — La procédure de « renvoi au ministre ». 385
 N° 10. — La manière de motiver — ou, plus exac-
 tement... de ne pas motiver 386
 N° 11. — L'appréciation des faits de la cause 388
 N° 12. — L'argument de jurisprudence comparée
 (anglo-américaine et belge) 390
 Conclusion 394

CONCLUSION DU CHAPITRE 396

**CHAPITRE IV. — 4° Branche. — L'argument législatif
 « a contrario » : La thèse de la juri-
 diction administrative prétendue « de
 droit commun » 399**

SECTION I. — L'ARGUMENT — COMME TOUT ARGUMENT
 « A CONTRARIO » — N'EST QU'UN POS-
 TULAT DÉGUISE 400

SECTION II. — LE POSTULAT EST A RETOURNER : LA
 JURIDICTION ADMINISTRATIVE N'EST PAS
 JURIDICTION « DE DROIT COMMUN » —
 MAIS BIEN JURIDICTION « EXCEPTION-
 NELLE » 403

APPENDICE. — La loi du 20 avril 1932 416

CONCLUSION ET CONSTRUCTION 425

BIBLIOGRAPHIE 462

Addenda 479

TABLE DES MATIÈRES 485